

Sabrina Mallard, la Laure-Line Inderbitzin de Saint-Brevin ?



Décidément, il ne fait pas bon de résister aux projets immigrationnistes que le gouvernement, soutenu par des élus serviles et des médias collabos, veut imposer aux populations, en les terrorisant par des anathèmes autour du racisme.

À Callac, l'équipe municipale a la défaite revancharde. Ainsi, douze plaintes ont été déposées à la gendarmerie par l'équipe municipale, dont la plupart émaneraient de l'adjointe Laure-Line Inderbitzin. Celle-ci, fort active pour promouvoir le projet Horizon, et présente lors de toutes les manifestations violentes de l'extrême gauche à Callac, se plaint d'avoir reçu des menaces de mort, de viols, et accuse Riposte Laïque de l'avoir harcelée et de l'avoir livrée à la vindicte populaire sur Internet. Rappelons que notre site n'a fait que rappeler des vérités connues dans tout Callac : ses nombreux arrêts maladies, son immigrationnisme, certaines fragilités, et le fait qu'elle chantait à tue-tête dans les bars, tard le soir, alors que ses élèves ne bénéficiaient plus de ses cours, puisqu'elle était censée être malade...

À cause de ces plaintes, les principaux animateurs de la bataille de Callac, Catherine Blein, présidente des Amis de Callac, Danielle Le Men, vice-présidente des Amis de Callac,

et Bernard Germain, président du Comité d'organisation, ont déjà été entendus par les gendarmes. Et comme le maire et quelques-uns de ses complices se sont plaints de menaces de mort (sans par ailleurs jamais fournir la moindre preuve), il est à craindre que la liste des convoqués ne soit pas terminée.

À Saint-Brevin, serait-on parti dans la même direction ? Ce matin, interrogé par une chaîne de télévision bienveillante avec le pouvoir, le maire de Saint-Brevin, Yannick Morez, se plaignait, comme son collègue de Callac, de recevoir des menaces de mort. À notre connaissance, il n'a pas fourni la moindre preuve. Encore mieux, la présidente de l'association de Préservation de la Pierre Attelée, Elsa, qui mène le combat contre l'implantation d'un CADA (Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile) de 120 personnes au cœur de l'école du quartier de la Pierre Attelée, a eu la désagréable surprise d'être convoquée, à son tour, par la gendarmerie locale, suite à une plainte de la présidente de l'association des parents d'élèves de l'école, Sabrina Mallard.

Qu'est-il reproché à Elsa ? Elle aurait commis le grave délit d'alerter les représentants des parents d'élèves de l'école en leur écrivant, seulement une fois, à leur adresse personnelle. On ne voit pas bien l'ampleur du préjudice, mais, suite à des retours, elle communiquait, ensuite, sur l'adresse officielle de l'association. On ne sait qui a conseillé à cette association de déposer plainte, toujours est-il que, plusieurs mois plus tard, la délation a été effectuée à la gendarmerie ! Comme si nos forces de l'ordre n'avaient pas assez à faire, il se trouve des associations de parents d'élèves qui vont encombrer les gendarmeries (on se demande si l'initiative ne viendrait pas de la mairie) par des plaintes grotesques.

Les animateurs de l'association de Préservation de la Pierre Attelée ont d'autant plus de mal à comprendre cette démarche qu'elle émane de parents qui ont leurs enfants dans une école qui va être confrontée à la proximité de 120 migrants

africains dans quelques mois, si le projet Aurore va à son terme ! Non seulement l'association de parents d'élèves, présidée par Sabrina Mallard, refuse tout contact, mais elle plus, elle dénonce les résistants !

On sait quand dans les heures les plus sombres de notre Histoire, ceux qu'on appelait « Les Bons Français » n'hésitaient pas à dénoncer leurs voisins résistants aux troupes d'occupation. Dans ce cas, à Saint-Brevin, des courageux parents osent s'engager, pour préserver la sécurité de leurs enfants, et ceux des autres, et ils se font dénoncer par la présidente de l'association officielle des parents d'élèves.

J'aurai la charité de ne pas en dire davantage sur Sabrina Mallard, mère de deux enfants scolarisés dans l'école, et de ne pas révéler ce que tout le monde sait, sur Saint-Brevin, quant à la dure réalité de son expérience passée, qui devrait l'amener à mieux comprendre le combat mené par les parents qui refusent un projet criminel, soutenu par le maire Yannick Morez, qui met en danger la sécurité et la vie des habitants du quartier, et de tout Saint-Brevin.

Rose Martin